

députés, qu'il me soit permis de leur offrir, sans en oublier un seul, mes meilleurs vœux de bonne année et d'excellente santé.

(Traduction)

Comme le savent déjà tous les députés, monsieur l'Orateur, le représentant de Vancouver-Kingsway (M. Browne), qui a toutes les aptitudes voulues, a été désigné à juste titre par le premier ministre (M. Diefenbaker) pour prononcer l'exposé approuvant le discours du trône. Mon collègue est né à Vancouver, et moi à Halifax. Nous nous retrouvons maintenant à Ottawa dans le même esprit. Nos délibérations ici s'étendent, si je puis m'exprimer ainsi, d'une extrémité à l'autre du pays. Je me permets de le féliciter et de lui souhaiter tout le succès possible.

(Texte)

A la suite de la lecture du discours du trône, faite par son Excellence le Gouverneur général du Canada, qu'il me soit permis d'ajouter que tous les espoirs sont maintenant possibles. Tous les Canadiens, certes, entretiennent à l'égard de Son Excellence des sentiments de fierté et de reconnaissance.

Quant à mes compatriotes, ils se réjouissent qu'un des leurs, un homme éminent, représente en notre pays Sa Gracieuse Majesté, la Reine.

Au début de la cinquième session régulière du 24<sup>e</sup> Parlement, il est important de dresser un tableau de ce qui s'est passé sur la scène fédérale au cours des quatre dernières années, et de constater l'extraordinaire amélioration apportée dans notre vie nationale canadienne par la présence au pouvoir d'un gouvernement conservateur, sous l'habile direction de son chef, le très honorable premier ministre.

Dès son avènement au pouvoir, le nouveau gouvernement dut affronter des problèmes d'une importance capitale et quasi insolubles.

L'économie était au *statu quo*, sinon en régression. Le prix des denrées canadiennes s'élevait; les marchés extérieurs n'accueillaient pas nos produits. Quasi arrêtée était l'industrie de la construction, d'autant plus que la concurrence des produits étrangers non seulement nous faisait perdre nos marchés d'exportation, mais menaçait même nos propres marchés domestiques.

Les suites de cette triste situation? Le chômage allait chez nous en augmentant; le Canada semblait voué à une période de récession économique d'une durée indéterminée. Il fallait agir rapidement. Il fallait agir efficacement. Le premier ministre et ses lieutenants se mirent donc résolument à la tâche. Ils combinèrent leurs efforts et leurs talents. Ainsi, le désastre qui s'annonçait en 1958 fut évité; l'économie de la nation canadienne prit

une nouvelle direction. Elle semble maintenant destinée à atteindre de nouveaux sommets.

Tous les domaines de l'économie canadienne s'inspirèrent d'une action énergique. Comme conséquence, un pouvoir d'achat accru fut placé, en ces quatre dernières années, entre les mains de tous les citoyens canadiens.

Quels étaient les problèmes? La sécurité sociale, d'abord. Le gouvernement conservateur distribua à nos vieillards, à nos infirmes, à nos aveugles et à nos pensionnés des deux Grandes Guerres et de la guerre de Corée, des sommes d'argent nécessaires à leur subsistance quotidienne.

Les sans-travail avaient besoin d'une aide généreuse. Le gouvernement de la nation leur remit des prestations suffisantes pour éloigner de leurs foyers le spectre de la misère. Ils se reprirent à espérer et bientôt eurent du travail.

Ce sont là, monsieur l'Orateur, des faits probants. Il est certain que l'accroissement du pouvoir d'achat chez les Canadiens contribua dans une large mesure au flot continu des affaires et au redressement de notre vie économique.

Afin de permettre à nos citoyens de se loger dans des maisons modernes et confortables, et dont le prix convienne à leur revenu, on intensifia le programme de la construction depuis 1957. Ainsi, grâce à l'initiative prise par le gouvernement fédéral, 500,000 nouvelles maisons furent construites au Canada. La Société centrale d'hypothèques et de logement distribua aux divers constructeurs du pays la somme remarquable de deux milliards de dollars. Les pronostics indiquent qu'un nombre similaire de nouvelles constructions seront édifiées durant les quatre prochaines années.

Grâce à la campagne de vente des produits issus de nos manufactures, notre commerce d'exportation s'accrut considérablement. Pour la première fois en vingt-cinq ans, les chiffres du Bureau fédéral de la statistique montrent qu'à la fin de 1961, le Canada avait exporté plus qu'il n'avait importé. L'heureux résultat de cette politique fut d'équilibrer notre commerce international.

C'est ici que l'on doit noter avec fierté l'union des forces vives de la nation canadienne. L'entreprise privée ne resta pas au point mort. Elle a pris de la vigueur. On l'a encouragée de toutes parts. Tous les industriels, tous les commerçants, petits ou grands, reçurent le même accueil, le même encouragement enthousiaste.

Le gouvernement conservateur a toujours cru en la nécessité de l'entreprise privée, car elle est l'essence même de la démocratie. Elle s'inspire du travail sérieux, du désir d'améliorer son sort. Pourquoi, en effet, le Canada fait-il la gloire et l'orgueil des Nations Unies?